



Collectif ReinfoCovid NC  
Porte-paroles :  
**Gaëlle Wery et Brigitte Legall**  
[reinfocovidnc@protonmail.com](mailto:reinfocovidnc@protonmail.com)  
Tel : 77 60 73 ou 83 00 15

**Nouméa, le 22 juillet 2021**

**Mr Philippe DUNOYER**

Objet : Lois en préparation concernant la crise sanitaire, la vaccination et le pass sanitaire

Monsieur le Député,

Antenne locale de Reinfocovid France, le collectif Reinfocovid NC, qui rassemble des citoyens bénévoles de tous horizons, dont des médecins et des professionnels de la santé, prône la réouverture d'un **débat démocratique et scientifique** sur les questions de la situation sanitaire actuelle. Nous œuvrons pour une politique sanitaire juste, qui s'inscrit dans une **liberté vaccinale pour chacun, un refus de la vaccination des enfants, un refus du pass sanitaire** qui bafoue les libertés fondamentales comme jamais vu auparavant au nom d'une situation sanitaire.

Nous avons adressé à votre parti politique **une lettre en date du 4 juin 2021** sur les sujets qui nous préoccupent. Nous avons bien noté qu'elle est **restée sans réponse** et nous ne pouvons nous satisfaire de cette attitude de votre part. En effet, notre collectif, s'il semble discret en apparence, rassemble quotidiennement de nouveaux sympathisants, et d'autres associations défendant des causes semblables qui nous indiquent assister également au même mouvement. Suite au dernier discours présidentiel, **de très nombreux citoyens réalisent que la crise Covid va réduire les libertés individuelles et créer une fracture profonde dans la société**, et ils se tournent vers notre collectif pour obtenir des informations proches de leurs inquiétudes.

Cet **afflux populaire** de nouvelles compétences nous permet d'apporter et de diffuser de façon plus large et plus visible, un contre message à la propagande officielle et de pouvoir **peser bien plus qu'avant auprès des institutions**. Des **avocats** indignés acquis à notre cause nous proposent désormais leurs services pour entamer des **recours et des poursuites judiciaires** qui nous semblent inéluctables si les événements évoluent comme prévu par les institutions en place. Des **syndicats**, opposés également à l'obligation vaccinale pour raison professionnelle se rapprochent de nous également.

Nous avons décidé de vous saisir car nous avons le sentiment qu'une époque charnière de l'histoire de l'humanité s'écrit en ce moment même et que **la crise sanitaire actuelle sert d'alibi au pouvoir politique afin de tracer la population et restreindre ses libertés** (le cas extrême du permis social chinois étant déjà cité en exemple et le pass sanitaire est considéré comme le premier pas dans cette direction) et nous, le collectif ReinfoCovid NC, vous interpellons solennellement sur la gravité des lois qui ont été annoncées par le Président Macron lors de sa dernière intervention du 12 juillet dernier et leurs **conséquences potentielles** sur notre société et son avenir.

Nous serons très attentifs à ce que nos parlementaires calédoniens voteront concernant les obligations vaccinales et le pass sanitaire. Nous ferons en sorte de **donner une large**

**publicité à ces votes** afin de les divulguer à la connaissance de tous. Tout étant tracé de nos jours, nous saurons, en temps voulu, nous souvenir de vos prises de position.

D'une part, l'obligation vaccinale, projet totalement à l'encontre des garanties internationales depuis des décennies, et d'autre part la mise en place potentielle d'un pass (aujourd'hui dit « sanitaire ») sont les sujets pour lesquels nous sommes prêts à défendre la liberté et les droits de nos concitoyens calédoniens comme ceux de Wallis et de Futuna.

A l'heure où vous-même déclarez en substance que chaque voix va compter pour le référendum du 12 décembre prochain, vous vous apprêtez semble-t-il à voter dans la mouvance de la majorité présidentielle cette obligation vaccinale ainsi que la mise en place de ce pass.

Il ne faut pas être grand clerc, pour voir déjà comment le peuple français réagit en métropole, comment il se divise sur les réseaux sociaux ici, ainsi qu'en Polynésie, pour comprendre que l'union que vous appelez de vos vœux va voler en éclat lorsque la mise en place de ces lois sera actée. Plus loin encore, nous ne serions pas surpris que nos quatre parlementaires nationaux réunis à Versailles (nos deux députés dont vous et nos deux sénateurs), comme envisage la présidence pour modifier la constitution, votent à l'unisson sans sourciller les modifications constitutionnelles d'ores et déjà prévues.

1) Pensez-vous sincèrement que la Nouvelle-Calédonie peut se payer le luxe d'une **telle fracture sociale à la veille du référendum** ?

2) Ne pensez-vous pas que **ces mesures vont servir d'épouvantail** et servent déjà, à ceux qui doutent, à les conforter dans leur choix qu'il faut s'éloigner de la France au plus vite ?

3) Pensez-vous que le modèle autocratique de la France actuelle soit un modèle qui attire nos jeunes populations ?

4) Pensez-vous sincèrement que ce pass « machin » soit **viable, pertinent et utile sur tout le territoire** et dans toutes nos collectivités ? Qui en supportera le coût ?

5) Pensez-vous que la tribune signée récemment par les trois maires calédoniens vont leur apporter des voix ou leur en enlever ? Dans nos rangs, nous pouvons vous confirmer la réponse sans aucune hésitation possible.

6) Pensez-vous que les calédoniens ont envie d'un avenir dépendant d'**escrocs de haute volée** comme **Pfizer**, société ayant payé au total plusieurs milliards de dollars d'amende, consécutivement à sa **condamnation à de multiples reprises** pour, excusez du peu, promotion illégale de médicaments sur ordonnance, **pratiques commerciales frauduleuses**, promotion abusive de médicaments, **corruption** de médecins et de représentants de gouvernement...etc. et du cabinet **McKinsey** qui conseille la présidence, et reconnu officiellement pour ces tactiques de « **marketing cynique** », condamné à payer 573 millions de dollars consécutivement à la crise des opiacées aux USA ayant entraîné plus de 400 000 décès.

**Il nous apparaît certain qu'il est clairement en votre pouvoir, et sans tarder, de vous détourner de la nasse qu'on vous tend**, et de mener les actions suivantes :

- que la Nouvelle-Calédonie soit **exclue du périmètre d'application** de la modification constitutionnelle annoncée par la présidence dans son allocution du 12 juillet dernier,
- de défendre le **caractère autonome de la santé** en Nouvelle-Calédonie puisque c'est désormais de sa seule compétence,
- de **laisser aux médecins la liberté du choix de protocole** contre toute infection à la covid et partant, s'ils le souhaitent, de prescrire tout traitement précoce qu'ils jugeraient approprié,

- dans le **respect des textes internationaux en vigueur, de ne pas voter la possibilité d'obligation vaccinale pour toute profession**, et de laisser ce choix aux seuls citoyens,
- de **décourager l'Etat Français d'instaurer pour le Territoire le pass** prévu dont les conséquences négatives auprès des citoyens et des professionnels sont totalement sous-estimées.

Nous comprenons tout à fait qu'il est sans doute inconfortable de vous opposer à l'Etat français, à sa présidence, au ministre de tutelle et à son représentant local. Mais **il nous semble pourtant plus pérenne, pour l'avenir, de prendre pour ces sujets une posture en opposition** avec leur volonté, afin de défendre au mieux les intérêts de la population calédonienne dont **vous êtes le principal élu représentatif**.

Dans le cas où vous feriez le choix d'entendre une part non négligeable de vos électeurs, nous nous tenons à votre disposition.

Nos informations sont sourcées et recueillies sur des sites officiels, le plus souvent d'origine internationale et basées sur l'expérience de pays ayant choisi des voies alternatives, et des travaux de médecins aboutissant à des conclusions irréfutables. A l'heure actuelle, il n'existe pas de consensus scientifique au niveau national et international quant à la balance bénéfice/risque du vaccin imposé, et encore moins sur les populations en dessous de 50 ans et les jeunes gens. Egalement, d'ores et déjà, **de grands pays on fait le choix d'abandonner le pass** comme, par exemple, les USA et le Danemark.

Puisque vous êtes notre député, nous souhaitons une **réunion au plus vite** avec vous-même et certains de vos collaborateurs si besoin, afin de nous présenter, et vous transmettre des éléments factuels en notre possession. Veuillez croire que nous sommes animés d'un esprit de dialogue et d'ouverture de débat démocratique, et que toute tentative de passage en force fera, à n'en pas douter, l'objet de recours judiciaires de notre part.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, nous vous adressons nos salutations les plus sincères.

**Les Citoyens du Collectif Reinfocovid NC**